

## Les défis de l'ouverture économique du Maroc sur le continent africain

## The challenges of Morocco's economic openness to the African continent

**Souhaila CHOUGRANI, (Doctorante)**

*Laboratoire Interdisciplinaire de Recherches Economiques, Econométriques et Managériales  
« LIREEM »  
Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales Oujda  
Université Mohammed Premier, Oujda, Maroc*

**Kamal HASSANI, (Enseignant chercheur)**

*Laboratoire Interdisciplinaire de Recherches Economiques, Econométriques et Managériales  
« LIREEM »  
Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales Oujda  
Université Mohammed Premier, Oujda, Maroc*

<b>Adresse de correspondance :</b>	Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Complexe universitaire - Hay Al Qods B.P : 724, Oujda Maroc Université Mohammed Premier Maroc (Oujda), 60000 Tél : 0536500597
<b>Déclaration de divulgation :</b>	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
<b>Conflit d'intérêts :</b>	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
<b>Citer cet article</b>	CHOUGRANI, S., & HASSANI, K. (2022). Les défis de l'ouverture économique du Maroc sur le continent africain. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 3(4-2), 119-133. <a href="https://doi.org/10.5281/zenodo.6903394">https://doi.org/10.5281/zenodo.6903394</a>
<b>Licence</b>	<b>Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND</b>

Received: May 09, 2022

Published online: July 31, 2022

## **Les défis de l'ouverture économique du Maroc sur le continent africain**

### **Résumé**

Aujourd'hui, l'ouverture par le commerce et les investissements directs étrangers (IDE) apparaît comme un catalyseur de la croissance économique dans les pays émergents comme dans les pays développés. Le Maroc, comme d'autres pays d'Afrique du Nord, a depuis longtemps choisi un modèle libéral d'ouverture aux pays africains. Cette ouverture a été confirmée par les nombreux accords de libre-échange signés avec le continent africain au cours de la dernière décennie. Cependant, malgré les efforts et les progrès du Maroc dans les relations avec les pays de notre continent, les relations économiques et financières du Maroc avec l'Afrique, notamment l'Afrique sub-saharienne, sont encore relativement faibles par rapport au potentiel mobilisable. L'amélioration de ces relations est l'un des leviers importants pour développer la compétitivité économique du Maroc et renforcer sa position au niveau international, et nécessite la mise en œuvre de nouvelles stratégies répondant aux exigences de l'environnement international. Dans le but de renforcer sa présence sur le continent africain et améliorer sa compétitivité, un ensemble de stratégies doivent être mise en place pour être à la hauteur des attentes. Parmi les propositions à considérer, il y a lieu de citer les éléments suivants : La création des jointes ventures avec les entreprises étrangères ayant une stratégie d'investissement en Afrique, développer les infrastructures de transport connectant le Maroc et l'Afrique subsaharienne, Le renforcement de la stratégie industrielle marocaine, et enfin consolider Casablanca comme place financière et comme hub pour l'Afrique. Dans cet article, nous tentons de mettre en lumière les principaux défis qui entravent l'ouverture du Maroc à l'Afrique, ainsi la stratégie du Maroc pour renforcer sa position sur le continent.

**Mots-clés :** Ouverture économique, défis, Maroc, continent africain,

**Classification JEL :** F 21

**Type d'article :** Article théorique

### **Abstract**

Today, openness through trade and foreign direct investment (FDI) appears to be a catalyst for economic growth in emerging countries as well as in developed countries. Morocco, like other North African countries, has long chosen a liberal model of openness to African countries. This openness has been confirmed by the many free trade agreements signed with the African continent over the past decade. However, despite Morocco's efforts and progress in relations with the countries of our continent, Morocco's economic and financial relations with Africa, particularly sub-Saharan Africa, are still relatively weak compared to the potential that can be mobilized. Improving these relations is one of the important levers for developing Morocco's economic competitiveness and strengthening its position at the international level, and requires the implementation of new strategies that meet the requirements of the international environment. In order to strengthen its presence on the African continent and improve its competitiveness, a set of strategies must be put in place to live up to expectations. Among the proposals to be considered, the following elements should be mentioned: The creation of joint-ventures with foreign companies having an investment strategy in Africa, developing transport infrastructures connecting Morocco and sub-Saharan Africa, Strengthening Moroccan industrial strategy, and finally consolidate Casablanca as a financial center and as a hub for Africa. In this article, we try to highlight the main challenges that hinder Morocco's openness to Africa, as well as Morocco's strategy to strengthen its position on the continent.

**Keywords** Economic openness, challenges, Morocco, African continent.

**JEL classification :** F 21

**Paper type :** Theoretical research

## **Introduction**

Le Maroc a toujours accordé une importance primordiale au développement de ses relations avec ses confrères africains à travers la consolidation de ses relations politiques et l'établissement de partenariats diversifiés et féconds, fidèle en cela aux liens historiques profonds qu'il entretient avec ses pays. Il n'a cessé depuis son indépendance de réaffirmer son identité africaine en plaçant le continent au cœur de ses choix stratégiques. Aujourd'hui, sous le règne de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, cette vocation africaine a pris une nouvelle dimension en s'inscrivant dans le cadre d'une vision de long terme qui s'appuie sur les vertus de la coopération Sud-Sud et sur l'impératif du développement humain, dans l'établissement de rapports économiques équitables justes et équilibrés.

Les différentes visites officielles effectuées dans plus d'une douzaine de pays africains témoignent de l'engagement sincère du Royaume du Maroc en faveur du continent. Un engagement qui embrasse désormais tous les domaines, qu'ils soient politiques, économiques, sociaux, culturels ou spirituels.

Par ailleurs, l'ouverture du Maroc sur le continent africain se trouve confrontée à plusieurs défis qui entravent le positionnement du Maroc en tant que véritable Hub-régional. Il s'agit notamment de l'instabilité politique et la menace djihadiste, la contrainte logistique et financière ainsi le manque de la diversification de l'offre exportable. L'objectif de notre article est d'aborder les principaux défis qui entravent l'ouverture économique du Maroc sur le continent africain, tout en discutant les stratégies à mettre en place par ce dernier pour renforcer son positionnement au sein du continent africain. Dans cette perspective la problématique qui fera l'objet de ce travail est la suivante : quels sont les défis de l'ouverture économique du Maroc sur le continent africain ?

Le présent article sera organisé comme le suivant : la première section synthétisera les principaux défis qui entravent l'ouverture économique du Maroc sur l'Afrique. La deuxième section sera consacrée aux stratégies à mettre en œuvre par le Maroc pour un meilleur positionnement sur le continent africain.

## **1. Les défis de l'ouverture économique du Maroc sur l'Afrique subsaharienne**

### **1.1. L'instabilité politique et la menace djihadiste**

Il est pertinent d'affirmer, aujourd'hui, que le continent africain se trouve confronté à l'instabilité des processus de démocratisation, qui réside dans le fait que la régularité des élections et l'existence d'institutions démocratiques ne peuvent les protéger des coups d'État.

De même, le péril de l'islam radical, longtemps confiné au Moyen-Orient a atteint, depuis plus d'une décennie, le continent africain dans de nombreuses zones, depuis transformées en véritables sanctuaires pour djihadistes.

#### **1.1.1. L'instabilité politique**

La situation politique sur l'ensemble du continent révèle l'existence des structures politiques inadaptées. En effet, l'inadaptation des structures politiques africaines se révèle à la fois par l'existence des formes de l'État qui ne reflètent pas les caractéristiques des sociétés africaines et d'un appareil État, théoriquement fondé sur le principe de la souveraineté populaire (ou nationale) et en fait monopolisé par les classes dominantes avec le risque fréquent d'une dérive autoritaire contre laquelle s'élèvent des forces de contestation et le monde extérieur (Pierre François GONIDEC, 1996). Ainsi, malgré le passage du monopartisme au multipartisme, les dirigeants africains sont toujours tentés de s'orienter vers des dérives autoritaires qui justifient la confiscation du pays et vers des vellétés auto-centristes qui leur

font tourner le dos au peuple. Alors que « c'est le peuple dans son ensemble qui devait être au centre des phénomènes de pouvoir, être l'inspirateur suprême et le bénéficiaire de l'action politique. Le refus de l'alternance au pouvoir, l'absence de dialogue, la non-libéralisation de l'espace politique, la peur de l'opposition, la diabolisation des opposants débouchent sur la violence, des coups d'État, des guerres civiles, des émeutes, des sécessions, des rébellions, et des instabilités constitutionnelles » (Pierre François GONIDFC, 1997).

### **1.1.2. La menace djihadiste**

Aujourd'hui, à travers le monde, l'opinion la mieux partagée, c'est le lien essentiel que l'on établit entre islam et violence. L'Afrique, en raison de la montée d'un islamisme radical menant au djihadisme, se trouve, malheureusement, au cœur de cette vision, principalement à cause des tournures que prennent les événements dans la bande saharo-sahélienne. Là, les différents États font face à une atmosphère d'insécurité qui menace leur stabilité. Toutefois, l'activité des groupes terroristes affiliés à Daech et Al Qaida ne cesse d'inquiéter le Maroc pour autant qu'ils constituent une menace pressante à sa sécurité nationale qu'à ses intérêts stratégiques en Afrique subsaharienne. Vu la déstabilisation de quelques États de la région comme le Mali, le Tchad, la Guinée et le Burkina-Faso, le Sahel est devenu un terrain fertile pour l'idéologie extrémiste et une aubaine pour l'organisation de « l'État islamique » qui ne cesse d'étendre son activité dans cette région de façon inquiétante. De quoi alarmer les autorités marocaines qui se focalisent désormais sur cette région si stratégique pour intensifier ses échanges commerciaux et diversifier ses débouchés.

## **1.2. Contraintes logistiques et financières**

### **1.2.1. Les Contraintes de la logistique et des infrastructures**

Les échanges intra-africains se trouvent confrontés au faible niveau d'infrastructures et de la logistique du transport, ce qui entrave gravement le développement. Les entreprises marocaines sont aujourd'hui confrontées à des coûts logistiques très élevés qui grèvent leur compétitivité. Dans un environnement de plus en plus intégré dans le commerce mondial, une évolution à la marge de ces coûts peut avoir d'importantes conséquences positives ou négatives. Aujourd'hui, la concurrence est si importante qu'un retard de quelques heures dans l'arrivée des produits peut conduire à la perte d'un marché. Les entreprises mondiales de logistique réalisent des profits en s'engageant prioritairement sur le respect des délais, la préservation de la qualité du produit tout au long de la chaîne avec un prix compétitif.

La faible connexion terrestre ou maritime entre le Maroc et les pays d'Afrique subsaharienne, pose un problème quant aux coûts supplémentaires et délais de livraison. En général, l'Afrique subsaharienne a les coûts d'expédition les plus élevés au monde. Par exemple, il en coûte 5 000 \$ pour expédier une voiture d'Addis-Abeba à Abidjan. Cependant, cela ne coûte que 1500 \$ du Japon (DEPF, 2012).

Pour une entreprise marocaine, le coût du transport pour le textile (à destination des États-Unis) est plus de deux fois plus élevé que pour une entreprise chinoise. D'après les chiffres de la CNUCED, les coûts de transport du fret (*freight costs*) rapporté à la valeur des importations est l'un des plus élevés de la région MENA, à savoir 14,3% en 2000. Dans cette même étude, ce ratio n'était que de 11,4% en Algérie, 7,3% en Tunisie et seulement 4,7% pour la Turquie (MET, 2006).

Réduire les coûts logistiques et améliorer la performance de la logistique du commerce deviennent désormais des impératifs urgents pour les entreprises marocaines. En effet, Il avait été calculé par la Banque Mondiale (1994) que les coûts de transport au Maroc étaient 5 fois supérieurs à ceux des pays de l'Union européenne et 2 fois supérieurs à ceux d'un pays en développement, notamment vis-à-vis de tous ceux du Sud-Est Asiatique.

### **1.2.2. Les contraintes financières**

Le continent africain constitue un levier d'essor et d'expansion pour les entreprises marocaines. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles l'essentiel des investissements directs étrangers (IDE) marocains est destiné à l'Afrique.

D'après l'étude réalisée par le cabinet Mazars sur un panel de 200 entreprises (start-up, PME, TPE, et grandes entreprises), 92% des entreprises sondées ont l'intention d'investir ou d'exporter en Afrique au cours de l'année 2018, 89% estiment ne pas connaître suffisamment les produits financiers proposés par les institutions financières, et 60% ont des difficultés à accéder au financement pour se développer en Afrique, autant d'obstacles, pour financer leurs projets (Othmane FAHIM, 2017).

En revanche, seuls 39% se tournent vers les emprunts bancaires et 26% optent pour le capital investissement. Les fonds de capital investissement s'orientent vers l'Afrique avec des tickets variables allant de 200.000 à 500.000 DH et des délais de maturité des investissements entre 5 et 8 ans. Mais ils n'ont pas beaucoup de projets à disposition. C'est un vrai sujet de mise en cohérence entre l'offre disponible et les financements (Khadija MASMOUDI, 2017).

L'étude montre aussi que près de 53% des entreprises ont des besoins de financement pour la prospection, le marketing et le business développement et 47% des entreprises étudiées ont exprimé des besoins de financement de trésorerie.

### **1.3. Le manque de diversification de la production et des exportations**

Les marchés de l'Union européenne constituent près des deux tiers de l'orientation géographique du Maroc, ceci limite la diversification de l'offre exportable sur d'autres régions notamment, le continent africain. Toutefois, les exportations marocaines vers le continent africain reste à un niveau faible par rapport aux autres concurrents étrangers, notamment, les pays émergents tels que la Chine, l'Inde et la Turquie. Ce résultat revient à la concentration de ces exportations sur des secteurs à faible valeur ajoutée. Moins de 150 PME marocaines ont franchi le pas, le Maroc ne produit pas toujours ce dont l'Afrique a besoin, d'où l'importance de diversifier les chaînes de valeur, produire différemment, essayer de comprendre ce dont les partenaires africains ont besoin pour pouvoir échanger avec eux et s'assurer un partenariat gagnant-gagnant.

### **1.4. L'impact de l'enracinement de la Chine sur la politique d'ouverture économique du Maroc en Afrique**

L'économie mondiale se caractérise par une concurrence féroce pour conquérir de nouveaux marchés. En raison de la stagnation économique développée (crise financière, vieillissement de la population, récession, population), et une forte croissance dans les pays émergents, la recherche de nouveaux marchés devient un enjeu stratégique. Dans ces conditions, le potentiel de consommation de l'Afrique attire de plus en plus les pays émergents, notamment la Chine, la Russie, et l'Inde. Cela constitue un véritable défi pour les entreprises marocaines afin de renforcer leur positionnement au sein du continent africain.

#### **1.4.1. Soft Power chinois en Afrique et modèle de développement**

Les chercheurs chinois décrivent les relations sino-africaines comme le symbole du potentiel du Soft Power et attribuent le succès de la politique africaine de la Chine à la capacité d'attraction de son modèle de développement (M.Bassam, 2019).

**Tableau 1 : Récapitulatif des débats académiques sur le Soft Power chinois en Afrique**

Source du Soft Power chinois en Afrique	Considération	Position parmi les chercheurs chinois
<b>Influence culturelle chinoise</b>	La culture chinoise est autant un atout dans les relations sino-africaines qu'un point faible de la stratégie chinoise en Afrique	1. L'influence culturelle n'est qu'une des sources du Soft Power chinois en Afrique, et non pas l'élément principal (core) 2. La culture n'est pas un instrument ou une source du Soft Power
<b>Système de valeurs</b>	En dépit d'un « background historique similaire » et des « mêmes problèmes de développement » entre la Chine et l'Afrique, il y a un « value issue »	1. Instance sur la relativité de l'idéologie plutôt que sur l'universalité des valeurs et du système sociopolitique chinois 2. Efficacité de la combinaison du système politique et de l'économie de marché s'opposant à l'idéalisme « inefficace » de l'Occident
<b>Attractivité du modèle de développement chinois</b>	Le modèle de développement chinois est la clé du Soft Power chinois en Afrique	Le modèle de développement chinois est compétitif

Source : M. Bassan, « *Soft Power chinois en Afrique et modèles de développement* » in *Les Dynamiques de la Chine en Afrique et en Amérique Latine*, (s/d) S. Wintgens, X.Aurégan, op. cit. p.175

La diplomatie économique durant les nouvelles « Trente glorieuses », 1980-2014 en Chine a été renforcée par la prise de multiples mesures et initiatives et l'adoption de divers programmes stratégiques et diplomatiques :

- Deng Xiaping, à peine revenu au pouvoir, lance quatre grands projets de modernisation comme autant d'objectifs à atteindre, « pour faire de la Chine une grande puissance politique, économique et militaire à l'horizon 2000 ». Ces projets concernent l'agriculture, l'industrie, la science et technologie et la défense. Ils se manifestent par : la restructuration des entreprises et le développement du marché intérieur ; la libéralisation du commerce extérieur qui a été accélérée avec l'entrée à l'OMC en 2001, à l'occasion de la conférence de Doha ; le positionnement dans l'investissement et l'immersion dans l'économie mondiale ; la réforme du marché financier mondial qui fait de la Chine l'un des principes pôles financiers de la planète.

- La multiplication des instituts Confucius, créés sur le modèle des alliances françaises et des Instituts Goethe pour développer la connaissance de la langue et de la culture chinoises ; l'émergence du multilatéralisme chinois en dehors de l'Asie orientale, avec (Afrique, pays arabes, etc.) ; et, enfin, la mise en place des Zones économiques spéciales en Afrique comme instrument de promotion des intérêts chinois en Afrique.

#### **1.4.2. Instruments géostratégiques d'intervention de la Chine au cœur du monde**

Sur un autre registre, on peut distinguer trois exemples d'instruments de la puissance de la Chine à l'échelon planétaire : d'abord le poids de son ouverture commerciale sur le développement de l'Asie. En effet, l'abandon par les États-Unis du Partenariat trans-pacifique (TPP) a fourni à la Chine l'occasion de rayonner davantage en Asie.

**Tableau 2: Partenariat tras-pacifique (TPP) et Partenariat économique régional (RCEP)**

	<b>Partenariat trans-pacifique (tpp)</b>	<b>Partenariat économique régional</b>
<b>Cadre</b>	Accès aux marchés Barrières tarifaires et non tarifaires standards de régulation ambitieux	Libéralisation commerciale et facilités d'investissements, Barrières tarifaires et non tarifaires Standards de régulation faibles
<b>Pays membres</b>	Australie, Brunel, Canada, Chili, États-Unis, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, Vietnam	Pays de l'ASEAN Australie, Chine, Corée du Sud, Inde, Japon, Nouvelle-Zélande
<b>Part du Pib mondial</b>	13%	31%
<b>Part du commerce intra-régional dans le commerce des membres</b>	43%	44,5%

Source : <https://aric.adb.org/fta.group> et E.Hoche, *La Chine, nouvelle reine*, p. 88.

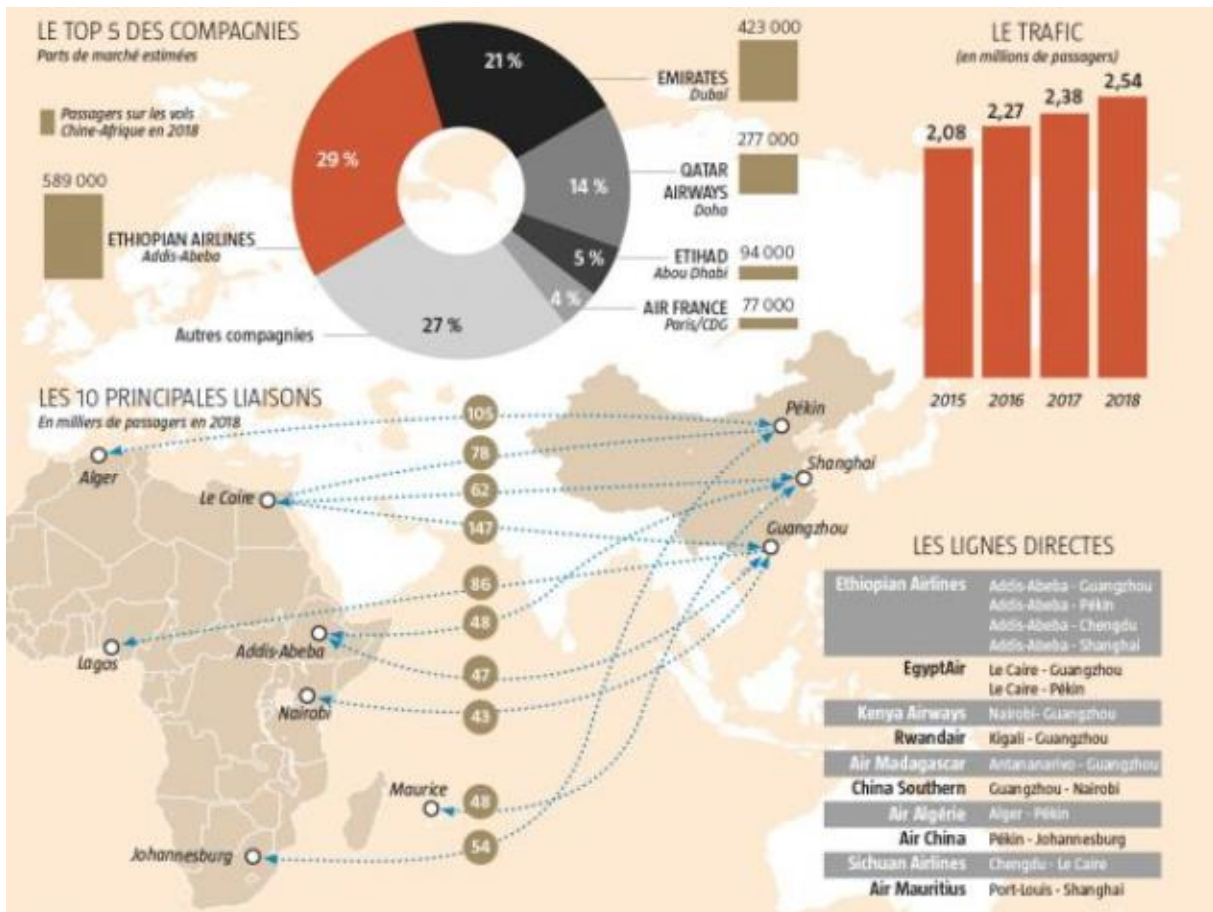
Ensuite, on peut citer la géoéconomie de la Chine en Afrique. En effet, ce continent constitue aujourd'hui l'une des « pierres angulaires » de sa nouvelle diplomatie économique. Lors de sa visite en Afrique en 2013, le président chinois Xi Jinping a décrit la Chine et l'Afrique comme une « communauté de destin commun ». Depuis l'établissement des relations diplomatiques sino-africaines il y a 50 ans, la « diplomatie économique » de la Chine, vis-à-vis de l'Afrique, a mené à des réalisations remarquables<sup>1</sup>. Le continent africain est devenu le deuxième plus grand marché de projets contractuels de la Chine et la quatrième plus grande destination des investissements chinois. Le volume commercial entre les deux parties est passé de 10 milliards en 2000 à plus de 210 milliards de dollars en 2019. Le succès de la diplomatie économique chinoise en Afrique est traduit par l'organisation, en 2000 du « Forum Chine-Afrique » et qui se réunit, depuis cette date, tous les trois ans au niveau des chefs d'État.

Une autre dimension géoéconomique et géostratégique mérite d'être soulignée dans l'analyse de la diplomatie économique sino-africaine, à savoir la dynamique du trafic aérien depuis et vers l'Empire du Milieu, en termes de part de marché, de principales liaisons, de lignes directes ou de flux des passagers. En 2018, ce trafic a dépassé le seuil de 2,5 millions de passagers (dont 50% du marché est assuré par Ethiopian Airlines, soit 589 000 des passagers et 29 % du total, et par les Emirates, soit 423 000 passagers et 21 % du total).

Plusieurs autres facteurs peuvent expliquer ce dynamisme spécifique marquant le trafic aérien à savoir, notamment : l'implantation en Afrique de 1 000 entreprises et plus d'un million de ressortissants chinois auxquels il faut ajouter 800 000 touristes annuellement. Six villes chinoises offrent des liaisons directes avec l'Afrique. Mais 90 % du trafic sont accaparés par trois aéroports. Cependant, seule la compagnie Ethiopian Airlines qui représente le continent africain parmi les cinq meilleures du secteur à concurrence de 29 % de l'effectif total des passagers. En revanche, Qatar Airways, Emirats et Etihad accaparent 40 % du marché.

<sup>1</sup> Déclaration de Yang Guang, directeur de l'Institut des études sur l'Afrique et l'Asie de l'Ouest de l'Académie chinoise des sciences sociales (CASS), lors d'une interview exclusive accordée à l'Agence de presse Xinhua (Chine Nouvelle) ,7 mai 2014.

Figure 1 : Dynamique du trafic aérien sino-africain selon le top 5 des compagnies, l'effectif des passagers et les lignes directes de vol, en 2018



Source : C. le Bec, « Le décollage sino-africain », *Jeune Afrique*, n°3066, 13 octobre 2019, p. 70.

Cette diplomatie économique vise à renforcer la coopération dans des domaines divers comme les IDE, les prestations de service, les échanges commerciaux et l'aide économique et sociales :

1. Les IDE : un total de 10 000 entreprises chinoises ont installé des filiales ou des usines en Afrique, et couvrent des domaines divers tels que l'exploitation minière (pétrole), la construction de routes et de chemin de fer, l'approvisionnement en eau potable, la fabrication de vêtements et de produits de première nécessité. Or, contrairement à ce qui est trop souvent clamé quant à l'importance des IDE en Afrique certains auteurs soulignent leur modestie quantitative (T.Pairault, 2017). Ces investissements ne représentent en 2016 que 1,2 % des IDE chinois dans le monde et 0,2 % de l'IDE mondial. A titre de comparaison, pour souligner mieux son insignifiance qualitative (et non quantitative) en Afrique son montant est estimé en 2016 à 2,4 milliards de dollars alors que Ford pour la construction d'une usine au Mexique est estimée à 1,6 milliard de dollars avant que l'élection de Trump ne remette en question ce projet. Indiquons encore que l'IDE chinois en Afrique ne représente que 14,1 % de celui à destination des États-Unis la même année (T.Pairault, 2017);

2. Les échanges commerciaux : Le volume du commerce entre la Chine et l'Afrique est susceptible d'augmenter davantage depuis 2012 (une dizaine de Centres commerciaux chinois sont établis en 2014 dans les différents pays africains) in reste l'état de la balance commerciale des pays africains tant à l'égard de la chine ou du reste du monde qui demeurent déséquilibrées et déficitaires ;



3. Les infrastructures et les prestations de service : un tiers des projets de construction de la Chine à l'étranger sont réalisés en Afrique, et cette dernière, après l'Asie, est donc devenue le deuxième plus grand marché de maîtrise d'ouvrages à l'étranger de la Chine ;
4. L'aide chinoise à l'Afrique se concentre sur cinq points : l'accès à l'électricité, l'eau, le gaz, la construction de routes et le nivellement de terrains. Ces infrastructures sont nécessaires pour améliorer le niveau de vie des populations locales, et attirer davantage d'investissements pour le développement économique local du continent ;
5. L'aide économique et financière : elle couvre des domaines humanitaires traditionnels (assistance en cas de catastrophe, assistance technique et médicale et l'aide financière) ainsi que l'annulation de la dette de 35 pays africains, la suppression des droits douaniers de 400 types de marchandises importées d'Afrique, et la mise en place de 6 zones de coopération économique et commerciale en Afrique.

Dans ce cadre, la Chine ne se présente pas comme un « pays donateur », mais comme un « partenaire économique » consistant à assurer une croissance rapide du commerce bilatéral, accordant plus d'attention aux besoins de l'Afrique (en étendant par exemple la chaîne de valeur des ressources africaines) et davantage de responsabilité sociale. Les produits chinois bon marché peuvent rendre les entreprises commerciales chinoises très compétitives sur le marché africain. Également, d'autres entreprises chinoises sont dotées de hautes technologies, ce qui aide les entreprises africaines à augmenter leur production et améliorer la qualité de leurs produits par le biais du transfert technologique.

Cependant, malgré de solides liens commerciaux et d'investissement entre le Maroc et d'autres pays africains, les résultats restent insatisfaisants et faibles par rapport au potentiel existant. Le Maroc semble en mesure de renforcer davantage sa présence sur le continent africain, notamment dans les régions subsahariennes, d'autant plus qu'il reste encore de nombreuses pistes à explorer ; afin de renforcer la compétitivité du pays sur les territoires africains, face à la croissance la concurrence étrangère, notamment la concurrence de la Chine pour l'investissement et la délocalisation. Par conséquent, une série d'efforts doivent être faits pour être à la hauteur des attentes. Parmi les propositions à considérer, il convient de mentionner les éléments suivants : création de joint-ventures avec des sociétés étrangères ayant des stratégies d'investissement en Afrique, développement des infrastructures de transport reliant le Maroc et l'Afrique subsaharienne, renforcement de la stratégie industrielle du Maroc, consolidation de Casablanca en tant que place financière et Africaine centre.

## **2. Stratégies du Maroc pour renforcer son positionnement au sein du continent africain**

L'amélioration des relations économiques et commerciales a toujours constitué un levier important de la stratégie marocaine en Afrique. Cela se justifie par plusieurs efforts déployés par le Maroc en vue de concrétiser ces relations. Cependant, le résultat de ces efforts reste insatisfaisant et faible par rapport aux potentialités existantes. Dans le but de renforcer sa présence sur le continent africain et améliorer sa compétitivité, un ensemble de stratégies doivent être mises en place pour être à la hauteur des attentes. Parmi les propositions à considérer, il y a lieu de citer les éléments suivants : La création des joint-ventures avec les entreprises étrangères ayant une stratégie d'investissement en Afrique, développer les infrastructures de transport connectant le Maroc et l'Afrique subsaharienne, le renforcement de la stratégie industrielle marocaine, et enfin consolider Casablanca comme place financière et comme hub pour l'Afrique.

## **2.1. La création des joint-ventures avec les entreprises étrangères ayant une stratégie d'investissement en Afrique**

Aujourd'hui le continent africain est devenu un enjeu stratégique mondial et un espace de compétition entre les entreprises étrangères appuyées par leurs États. Cependant, la multiplication des concurrents et la diversification de leurs productions et investissements sur le continent africain, favorise au Maroc la création des joint-ventures avec les multinationales ayant une stratégie de développement en Afrique, dont l'objectif est de favoriser la dynamique de sa croissance et améliorer la compétitivité de son économie sur le continent.

### **2.1.1. Les enjeux d'alliances pour s'implanter au Maroc**

Vu sa position géographique exceptionnelle au croisement de l'Europe et l'Afrique, le Maroc dispose davantage à travers la conclusion de nombreux accords de libre-échange, d'un accès à plusieurs marchés régional et international. Cela lui permet de créer des partenariats avec plusieurs pays étrangers ayant une stratégie de développement en Afrique.

Dans ce cadre, les entreprises des pays émergents qui cherchent à diversifier ces débouchés en s'installant sur le continent africain, le Maroc constitue la meilleure destination pour eux. Toutefois, ces alliances permettent au Maroc de devenir une plateforme d'exportations à l'échelle internationale (marchés américains, européens, africains et moyens-orientaux), (IRES, 2012).

### **2.1.2. Les enjeux d'alliances pour s'implanter sur le continent africain**

Les entreprises étrangères ne disposent pas d'informations suffisantes sur le marché africain, au contraire, les grandes entreprises marocaines ont une expérience et une expertise dans de nombreux domaines économiques et sociaux dont les pays africains ont besoin. Dans cette perspective, les entreprises des pays émergents qui n'ont pas encore une connaissance approfondie de l'Afrique, peuvent être amenées à former des alliances avec des entreprises marocaines pour sécuriser leur approvisionnement en ressources naturelles et accéder aux marchés locaux et régionaux africains. (IRES, 2012).

La réussite de l'expérience des entreprises marocaines dans les domaines socioéconomiques tels que, le logement économique, l'agriculture et l'électrification attire les entreprises étrangères à créer des alliances sous forme de consortium pour la réalisation des projets socioéconomiques en Afrique.

## **2.2. Le renforcement de la stratégie industrielle marocaine**

La nouvelle stratégie industrielle du Maroc en 2014, appelée Stratégie émergente pour des écosystèmes performants, vise à créer 500.000 emplois directs dans l'industrie d'ici 2020 et à faire passer la part de l'industrie manufacturière dans le PIB de 14% à 23%, soit une augmentation de 9 points sur 6 ans. La nouvelle stratégie d'accélération industrielle s'accompagne de 10 mesures clés dont la création d'écosystèmes industriels, la dépondération du secteur informel, l'incitation à la compensation industrielle, la création d'un fonds de développement industriel et l'élargissement de la mission africaine du Maroc : il s'agit d'appuyer la création et l'installation d'entreprises industrielles en Afrique, ainsi que d'aider à l'obtention de projets d'investissement sur le continent africain, tout en s'appuyant sur la plateforme Casablanca Finance City comme point d'entrée unique pour les investisseurs en Afrique. Il faudrait viser plus d'intégration industrielle dans des métiers tels que l'automobile, l'aéronautique, les produits pharmaceutiques et l'électronique en favorisant une intégration avec le continent africain sur certaines matières premières.

Le Maroc doit renforcer ces investissements dans l'Afrique francophone, zone où les investisseurs chinois sont moins présents à travers la délocalisation d'activités manufacturières basées sur l'imitation et intensives en main-d'œuvre peu qualifiée. Il s'agit

notamment de textile, le cuir et la confection, ce type d'industries permet d'accroître la compétitivité-coût du Maroc. Les investissements marocains pourraient également se concentrer sur la création de zones industrielles dédiées spécialement et exclusivement aux activités exportatrices vers l'Afrique.

### **2.3. Consolider Casablanca comme place financière et comme hub pour l'Afrique**

La place financière de Casablanca Financial City a pour objectif de créer un écosystème financier attractif à Casablanca et positionner CFCA comme un centre économique et financier régional. Elle vise à attirer et encourager les institutions et investisseurs internationaux à investir et mener leurs activités en Afrique en choisissant Casablanca comme porte d'entrée vers cette région. Ainsi, les économies africaines et les grands projets d'infrastructures sur le continent doivent être financés par les capitaux drainés.

Avec 144 entreprises membres à ce jour, CFC a construit une solide communauté de sociétés financières, de sièges régionaux de sociétés multinationales, de prestataires de services et de sociétés holding. Parmi ces entreprises leaders figurent Lloyd's, Bank of China, The Boston Consulting Group, Africa50, Clifford Chance ou Accor. Ouverte sur le monde, CFC détient 70 % d'entreprises internationales : 62 % européennes, 17 % américaines, 7 % Moyen-Orientales, 6 % africaines et 5 % asiatiques.

CFC a prouvé son rôle de catalyseur pour les entreprises africaines : les sociétés CFC représentent 74% des investissements du Maroc sur le continent. Cette tendance s'est intensifiée chaque année, les investissements des membres du CFC en Afrique ayant augmenté de 80 % selon les statistiques de l'Office des Changes en 2018. Au total, ces entreprises opèrent aujourd'hui sur la quasi-totalité du continent avec 46 pays couverts.

Toutefois, CFCA travaille en étroite collaboration avec la Bourse de Casablanca, pour créer le dynamisme nécessaire pour attirer les investisseurs internationaux. Ces derniers trouvent le Maroc la destination privilégiées pour placer leurs fonds en Afrique grâce au climat de confiance que la Bourse de Casablanca lui en confère.

Ainsi en 2014, la Banque africaine de développement a choisi la place Casablanca pour accueillir le fonds « Africa 50 », le plus gros fonds jamais créé pour financer les infrastructures sur le continent africain au cours des 50 prochaines années.

Cependant, le Maroc doit continuer à travailler sur plusieurs projets qui pourraient rendre la place financière de Casablanca plus attractive, notamment en approfondissant et en multipliant la signature d'accords de double imposition avec les pays africains et sur le ralentissement de la dynamique du marché boursier (Equity market) de la Bourse de Casablanca.

### **2.4. Améliorer les infrastructures (port Dakhla, la route Tanger-Lagos, le projet Gazoduc)**

#### **2.4.1. Port Dakhla Atlantique, une nouvelle porte sur l'Afrique**

Grâce à son emplacement stratégique, le Port Dakhla Atlantique liera le Royaume à plusieurs pays, notamment ceux africains. Ainsi, il favorisera la coopération entre le Maroc et les pays voisins du continent et renforcera les liens commerciaux qui les lient. C'est ce que confirme Bouchaïb Gheri, Directeur régional du ministère de l'Industrie et du commerce : "*Composante de l'activité commerciale, le port renforcera la capacité des échanges commerciaux de la région et du Royaume, notamment avec les pays africains dans le cadre de la politique d'ouverture initiée par SM sur le continent africain*" (Lina Ibriz, 2021).

De sa part, Hassan Haouideg, Président de l'association Intégrité territoriale dans la région de Dakhla-Oued Eddahab, estime que le port Dakhla Atlantique jouera un rôle central dans "*le renforcement de la coopération sud-sud en facilitant les échanges*

*commerciaux entre les pays africains et en renforçant le positionnement du Maroc sur le continent africain".*

Les provinces du sud avec la région de Dakhla en pleine mutation représentent un passage incontournable entre le Maroc et l'Afrique et constituent une porte d'entrée vers l'Afrique de l'Ouest. Il faut rappeler que Dakhla est plus proche de Dakar que de Casablanca. Ce port étalé sur 1600 hectares englobera un parc industriel et logistique baptisé « *West Africa Free Zone* », un port de commerce, un port de pêche et un chantier naval. Il constituera aussi une très bonne alternative au trafic terrestre pour les marchandises à destination de l'Afrique de l'Ouest.

#### **2.4.2. la route Tanger-Lagos**

L'axe routier Tanger-Lagos, ressuscité à la suite de la visite de Sa Majesté le Roi au Nigéria, est retenu dans l'ossature principale des axes transafricains devant relier le Nord au Sud et l'Est à l'Ouest, depuis plus de trente ans. Il a fait l'objet de plusieurs résolutions pour son développement, adoptées par la commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, et par le conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), et ceux durant les deux dernières décennies du siècle dernier, proclamées par les Nations Unies pour le développement des transports en Afrique. Cet axe devrait irriguer les 16 pays du Nord-Ouest africain à travers ses deux principales composantes : La route qui longe la côte atlantique sur une longueur de 7600 Km et la route qui emprunte à partir de Dakar, la pénétrante Dakar-N'Djamena, inscrite également parmi les liaisons Est-Ouest de l'ossature des axes transafricains et passant par les capitales du Mali, Burkina Faso et Niger (JILALI CHAFIK, 2016).

La route Tanger-Lagos est aujourd'hui revêtue sur plus de 70% de sa longueur. Elle relie les différentes capitales des pays traversés, bénéficie tout au long de son parcours d'un climat tempéré et traverse des zones peuplées et sécurisées. La route constitue un réel projet d'intégration économique en permettant de sceller davantage les liens de coopération entre les pays de la région. Elle débouche sur le détroit de Gibraltar, ce bras de mer qui constitue le couloir le plus court entre l'Afrique et l'Europe avec des plateformes sur ses deux rives matérialisées par le port de Tanger-Med au Sud et le port d'Algésiras au Nord. Néanmoins, le développement de la route Tanger-Lagos nécessite la mise en place d'un organisme adéquat impliquant les pays de la région qui aurait pour mission de formuler une stratégie globale et un plan d'action pour son développement, superviser et coordonner les études et travaux au niveau de chaque pays et mobiliser les ressources nécessaires à l'échelon national et auprès des organismes étrangers de financement.

#### **2.4.3. le projet Gazoduc**

Le projet Gazoduc Nigéria-Maroc annoncé en décembre 2016, lors de la visite effectuée par sa Majesté le Roi Mohammed VI au Nigéria, permet de connecter les ressources gazières nigérianes aux pays de l'Afrique de l'ouest et au Maroc pour desservir l'Europe par la suite. Ce projet vise ainsi, de booster les industries régionales, faciliter l'essor des secteurs de l'industrie, de la transformation alimentaire et des engrais, et aussi d'améliorer la compétitivité des exportations entre pays africains.

Par ailleurs, le projet pourrait accélérer la mise en œuvre de la vision de la route transafricaine de Tanger-Lagos et permettra également d'améliorer les possibilités de traiter les causes de la migration irrégulière en provenance des pays d'origine et de contribuer à réduire la pollution, stimuler une industrie propre et promouvoir la sécurité et la stabilité. Sans doute, le projet renforcera la position du Maroc en tant que pays africain leader dans l'investissement en Afrique, et donnera un nouvel élan au Maroc sur le continent africain sur les plans économique, politique et développemental.

Si le Maroc et le Nigéria mènent à bien leur projet et arrivent à opérer une incursion sur le marché européen, ils se placeraient en leaders de la coopération Sud-Sud et permettraient de jeter les bases des aspirations panafricaines. L'Europe, dans ce projet, gagnerait aussi à élargir le panel de ses fournisseurs en gaz, dont elle est aujourd'hui très dépendante.

## **2.5. Renforcement des leviers institutionnels de la diplomatie économique :**

Ce renforcement nécessite de formuler une nouvelle approche et une nouvelle culture de la diplomatie économique marocaine, d'une manière générale vis-à-vis de l'Afrique en particulier. Certes, formuler une stratégie c'est définir un objectif ciblé sur la base du savoir, de l'étude et de l'information fiable et pertinente. La proximité avec l'Afrique peut être une menace comme une opportunité (Rapport d'information du sénat, n°104), dans les deux cas le Maroc a intérêt à avoir une diplomatie africaine plus ambitieuse, réaliste et plus cohérente. Une étude stratégique qui répond à la demande des acteurs, à l'instar de ce qu'on établit les Allemands, les Chinois et les Turcs<sup>2</sup> présente l'avantage de convaincre l'État et l'entreprise des opportunités que représente une diplomatie économique africaine fondée sur le savoir et l'innovation dans le contexte géostratégique du début du XXI<sup>e</sup> siècle. L'intégration de l'économie du savoir dans le processus stratégique d'élaboration des politiques étrangères doit s'inscrire dans la durée et s'appuyer sur une recherche universitaire objective et une expertise multidisciplinaire de qualité. La génération de telles connaissances doit continuer à démontrer que le Maroc « a des connaissances et des valeurs africaines qui en font un partenaire utile, fiable et loyal, prêt à partager avec les dirigeants politiques africains et leurs organisations de la société civile, le développement harmonieux du continent africain », et le respect de la société" et l'équilibre environnemental" (Rapport d'information du Sénat).

Ce renforcement nécessite un ensemble de mesures permettant de dépasser la fragmentation de la pratique diplomatique économique marocaine qui a favorisé auparavant des lacunes diverses. En l'occurrence, il s'agit de formuler une stratégie participative, c'est-à-dire définie en commun par l'ensemble des acteurs intervenants dans cette diplomatie (en Afrique et dans le monde).

Un livre blanc sur la diplomatie en Afrique au regard de sa spécificité et sa complexité s'impose avec acuité. Une stratégie savante devrait pouvoir articuler entre fidélité à l'Afrique francophone et ouverture sur l'Afrique anglophone. La conception de ce livre blanc devrait nécessiter la constitution d'une « haute commission » de la diplomatie économique africaine du Maroc comportant des membres représentant le gouvernement, le Parlement, les administrations, les opérateurs économiques, les ONG, les Think tanks et présidée par une personnalité compétente et qualifiée mandatée par une lettre de mission du Roi. Le rôle de cette « commission » serait d'initier une réflexion objective et stratégique sur la nouvelle diplomatie économique et sur l'impact des options et des choix à opérer, les perspectives et les sources de risques induits, ce qui nécessiterait la formation de groupes de travail thématique pour développer des lignes directrices sur l'ensemble du continent et de s'approprier une stratégie collective pour le reste du monde. D'un point de vue opérationnel, la conception de la pratique de la stratégie tracée par le Roi implique des délais de concertations en vue de sensibiliser les acteurs et surmonter les divergences et les résistances psychologiques.

---

<sup>2</sup> A.Daoud Oglo, l'ancien premier ministre turc a défini six principes fondamentaux d'une nouvelle diplomatie turque d'influence multidisciplinaire d'influence dans son ouvrage « StratejikDerinlik », avec ce livre la Turquie a pris une orientation dynamique et multidimensionnelle .T.Josseran auteur de, la nouvelle puissance turque, l'adieu à Mustapha Kemal, Ellipses, 2010, considère de tous les ministres des affaires étrangères turques, la personnalité du professeur d'Ahmet D.Oglu (1959) la plus atypique de par sa capacité à allier compétences académiques et diplomatiques.

### **3. Conclusion**

Pour conclure, tout indique que le Maroc a amorcé une réelle dynamique d'implication, d'ouverture et d'investissement vers le continent africain. Nous l'avons vu, de nombreuses initiatives sont en cours, de nombreuses avancées ont été effectuées et la situation progresse rapidement et globalement l'initiative est encourageante. Il est toutefois nécessaire d'être réaliste, le Maroc ne peut pas encore être un acteur incontournable de la scène africaine, car il n'est pas encore une puissance économique régionale, il n'a pas encore les moyens de ses ambitions et il ne peut réussir en quelques années des projets qui prendront des décennies à porter leurs fruits. De plus l'action du Maroc, dans sa définition même, s'inscrit dans la durée et donc on ne pourra évaluer sa politique africaine qu'à long terme. Mais cela ne nous empêche pas de souligner un certain nombre de facteurs déterminants dans sa capacité à réussir où échouer dans ses ambitions futures.

En effet il doit consolider ses efforts dans la concrétisation de sa position de Hub financier africain et l'implantation de son système bancaire sur le continent. Il doit également continuer ses efforts de consolidation de la coopération avec ses trois partenaires stratégiques qui lui serviront de porte d'entrée continentale et de vitrine pour ses réalisations. Il doit poursuivre la consolidation de ses zones franches industrielles et logistiques qui lui assureront une position de Hub. Il doit encourager l'implantation des sièges régionaux africains des multinationales dans le pays et attirer toujours plus d'IDE.

Il doit arriver à atteindre les objectifs de sa « Nouvelle Stratégie industrielle 2014/2020 » et réussir à faire réellement décoller la logique de la coopération triangulaire. Il est également nécessaire d'arriver à impliquer davantage les PME et diversifier les types d'entreprises marocaines qui s'installent en Afrique afin de tourner l'ensemble de l'économie et du secteur privé vers cette nouvelle frontière. De même il faut rapprocher culturellement les citoyens marocains de l'Afrique en développant une curiosité pour et une connaissance des cultures africaines et de leurs partenaires subsahariens. Il faut également trouver une solution pour améliorer les transports reliant le Maroc à l'Afrique et surtout les liaisons maritimes et en assurer un contrôle étroit afin de ne pas être victime des opérateurs étrangers, car le transport est stratégique pour la compétitivité dans le commerce international. Il est souhaitable d'améliorer la promotion commerciale qui est déficiente malgré les efforts en s'inspirant des pays qui réussissent dans le domaine. Enfin il convient de combler les manques de financement en attirant toujours plus de partenaires, d'IDE et d'APD pour réaliser les projets. Si tout ceci est fait, alors la présence du Maroc en Afrique pourra être pérenne et surtout la coopération pourra s'accélérer et avoir plus rapidement des effets bénéfiques sur l'économie nationale et celles de ses partenaires.

Globalement nous pouvons dire que les efforts déjà mis en œuvre devraient permettre au Maroc, dans un avenir proche de devenir un acteur incontournable de la région, voire une puissance régionale. Ce destin est capital pour le pays, car c'est uniquement ainsi qu'il pourra sécuriser son ancrage à son continent et assurer la sécurité de son développement économique. En effet il est important de comprendre que sans ces nouveaux débouchés, le Maroc pourrait rapidement se retrouver isolé, surtout dans un environnement mondial rude et compétitif. Donc nous pouvons dire qu'effectivement la politique marocaine en Afrique est capable d'offrir un espace de croissance économique au pays, mais seulement si elle se mue en stratégie et qu'elle corrige ses faiblesses et pérennise ses forces.

## Références

- (1) Agence Marocaine de Presse, (Mai 2022) « Le projet de gazoduc Nigeria-Maroc a des avantages géopolitiques et économiques (politologue) ». <https://www.mapnews.ma/fr/actualites/economie/le-projet-de-gazoduc-nigeria-maroc-des-avantages-g%C3%A9opolitiques-et-%C3%A9conomiques>,
- (2) C. le Bec, « Le décollage sino-africain », Jeune Afrique, n°3066, 13 octobre 2019, p. 70.
- (3) Communiqués de presse (Février 2018) « CFC, une place financière dynamique au service de l'Afrique », <https://casablancafinancecity.com/communiqués-de-presse-2018/cfc-une-place-financiere-dynamique-au-service-de-lafrique/?lang=fr>.
- (4) D.Benhima, (juillet 2014), Entretien au Finances News, hors-série.
- (5) E.Hache, « La Chine, nouvelle reine de la mondialisation », revue Diplomatique, janvier-février 2018, n° 87, p. 86.
- (6) IRES, (novembre, 2012) « *Les relations Maroc-Afrique : les voies d'une stratégie globale et rénovée* ».
- (7) JILALI CHAFIK, (2016), « A NE PAS RATER ...L'axe routier Tanger – Lagos. Un projet vital pour l'intégration économique régionale ». badil press.
- (8) Khadija MASMOUDI, (2017), « Investissement en Afrique: la CGEM liste les handicaps », l'économiste, édition n°5156.
- (9) Lina Ibriz,(2021), « Port Dakhla Atlantique, une nouvelle porte sur l'Afrique » SNRT NEWS. <https://snrtnews.com/fr/article/port-dakhla-atlantique-une-nouvelle-porte-sur-l'Afrique>
- (10) M. Bassan, (2019), « Soft Power chinois en Afrique et modèles de développement » in Les Dynamiques de la Chine en Afrique et en Amérique Latine, (s/d) S. Wintgens, X.Aurégan, Paris, L'Harmattan, p.169.
- (11) Ministère de l'Economie et des Finances, DEPF (Avril 2012), « *Performance commerciale du Maroc sur le marché de l'Afrique Subsaharienne* ».
- (12) Ministère de l'Équipement et du Transport, (30 Mai 2006), « *La Logistique du Commerce et la Compétitivité du Maroc* ».
- (13) Othmane FAHIM, (2017), « 50% des entreprises marocaines recourent à l'autofinancement pour investir en Afrique », Telquel.
- (14) Pierre François GONIDEC, (1996), « Relations internationales africaines » Paris , L.G.D.J, p.17.
- (15) Pierre François GONIDFC, (1997), « Les systèmes politiques africains », 2ème édition, Paris, LGDJ, p.153.
- (16) Rapport d'information (2013-2014) « *La présence de la France dans une Afrique convoitée* », SENA, n°104.
- (17) T.Pairault, (2017), « La Chine en Afrique : des relations économiques déséquilibrées », in ouvrage collectif, Les Dynamiques de la Chine en Afrique et en Amérique latine, p. 105.